

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Test-Covid dans les lieux de culte : la mesure gouvernementale ne passe toujours pas

LA mesure de gratuité des tests-Covid, décidée récemment par le gouvernement, n'arrange rien au fond, tant les communautés religieuses y voient comme une volonté de porter atteinte à leur foi à travers la communion fraternelle.

Olivier NDEMBI
Libreville/Gabon

DÉJÀ vent debout contre l'obligation qui leur est faite de présenter un test PCR Covid négatif pour accéder aux différents lieux de culte, les croyants ne semblent pas toujours disposés à s'incliner devant cette mesure gouvernementale, qui vient pourtant de connaître une avancée avec la gratuité du dit test.

Et si la communauté musulmane ne s'est toujours pas prononcée officiellement, les chrétiens, eux, estiment que pour salutaire que puisse être cette décision de gratuité dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus, il y a comme deux poids deux mesures dans la volonté d'appliquer ou de faire appliquer la directive gouvernementale.

" Dans un contexte de lutte contre une pandémie telle que le Covid-19, les mesures prises par les autorités doivent s'appliquer à tous. Or ce n'est pas ce que nous observons. À nous croyants, on nous demande de présenter des tests pour assister à des cultes qui durent deux à trois heures, dans des salles d'ailleurs aérées et qui respectent les mesures barrières. Mais on trouve normal que des élèves, étudiants et autres travailleurs tant du public que du privé qui passent deux à trois fois plus de temps ensemble, dans des conditions critiquables, soient exemptés de ce dispositif!", dénonce un membre du collectif des églises pentecôtistes, charis-

Et alors que les mesures gouvernementales continuent à être scrutées et commentées au niveau du monde du réveil, les catholiques, eux, ont choisi de se tenir droit dans leurs bottes en déroulant en silence leurs activités ecclésiastiques quotidiennes.



A l'église Saint André des Trois quartiers par exemple, les fidèles assistent aux messes sans test-Covid.

matiques et de réveil. C'est qu'au-delà de l'injustice observée dans l'application de la décision, le vrai problème qui fâche est celui lié à la faisabilité du test toutes les semaines par les familles chrétiennes. "Ça veut dire qu'une famille qui comprend par exemple cinq membres devra, toutes les semaines, se rendre au laboratoire Gahouma y effectuer les tests. Elle devra donc pour cela sacrifier au moins toute une journée, dans des conditions de sécurité là aussi douteuses, puisque ce lieu ne nous offre pas toujours la garantie de ne pas être un cluster de coronavirus, au regard des masses humaines que l'on y rencontre. Vous voyez bien que tout cela paraît impossible, sauf si on veut désormais nous interdire de pratiquer notre foi au travers de la communion fraternelle", explique le Dr Paulin. Et alors que les mesures gouvernementales continuent à

être scrutées et commentées au niveau du monde du réveil, les catholiques, eux, ont choisi de se tenir droit dans leurs bottes en déroulant en silence leurs activités ecclésiastiques quotidiennes. Messes et autres cérémonies religieuses de cette obéissance chrétienne se déroulent chaque jour dans les différentes paroisses de Libreville et de l'intérieur du pays sans exigence faite aux fidèles de présenter le fameux test-Covid 19 négatif.

Toute chose qui montre bien que l'obligation faite aux croyants de disposer d'un test CPR négatif pour prendre part à un culte ne passe toujours pas. Quand bien même celui est désormais gratuit. Les autorités gagneraient peut-être à convier les communautés religieuses autour d'une table, afin de décider ensemble les stratégies qui seraient les mieux adaptées pour tous et dans l'intérêt de tous.

Retour à la décentralisation des tests, mais...

ON
Libreville/Gabon

LA précision a été apportée hier par le ministre de la Santé, Guy-Patrick Obiang-Ndong. Les tests Covid se font désormais dans toutes les formations sanitaires qui avaient accueilli les dépistages de la première vague de la pandémie. Cette annonce met donc un terme au monopole du laboratoire Gahouma qui, depuis lors, avait l'exclusivité de la réalisation des tests.

Une mesure de décentralisation

qui devrait probablement amener le monde des croyants à reconsidérer sa position face aux conditions de délivrance du fameux sésame. Le laboratoire Gahouma ayant souvent été accusé de concentrer trop de monde, et donc d'être un lieu à risque de propagation de la pandémie. Il reste à espérer que maintenant que le retour à la décentralisation des tests est acté, l'accueil sera lui aussi de nature à encourager les différents candidats à s'y rendre. Surtout que là, désormais, il ne faudra plus déboursier le moindre sou.